

Requiem pour Droixhe

La Cité telle qu'on la connaît, témoignage majeur de l'architecture sociale de l'après-guerre en Belgique, édifée après concours d'architecture à partir de 1954 par EGAU, c'est déjà du passé. Après l'achèvement de la première phase de rénovation (secteur Truffaut-Libération, 2004-2009, par Daniel Dethier/ULg/Jean Glibert), place maintenant aux démolitions. Avec pour guide: un master plan élaboré par Quadra Architecture et Management, prônant une dédensification du site (1.470 logements contre les 1.820 initiaux), coulé dans le nouvel outil réglementaire régional qu'est le PRU (Plan de remembrement urbain), adopté à l'unanimité du Conseil communal de Liège. Fort de ses intentions de relier la Cité aux quartiers avoisinants, celui-ci propose de mettre à terre, sans cohérence de vision avec la rénovation de la première phase, 722 logements de la même époque (1959) au profit d'habitations unifamiliales, "avec garage privatif", précise-t-on, et de fermer, ça et là, les îlots trop généreusement ouverts de l'urbanisme moderniste, au profit de fronts bâtis qui avaient eu le malheur de ne pas exister jusque-là. L'objectif de la Ville est d'arriver à un partage équivalent entre gestion publique et privée du parc de logements, et d'introduire de nouvelles fonctions

(maison de repos, résidence-services, etc.). Le montage financier est celui de PPP (marchés de promotion), divisés en lots et phasés dans le temps. Formellement, on l'aura compris, Droixhe est une image à abattre. La Cité dérange avec ses hautes tours et le sentiment d'insécurité qui y est injustement associé. On démolit pour reconstruire, bien sûr, avec des formes rassurantes héritées du XIX^e siècle. Peu importe l'intelligence du programme initial développé par EGAU, avec son école, sa bibliothèque, sa salle des fêtes, son lieu de culte et ses espaces publics. Peu importe la qualité de l'urbanisme de la cité et de la finition des bâtiments, auxquels ont participé plusieurs plasticiens, peu importe le potentiel de rénovation qu'il sous-tend. Peu importe les généreux espaces publics, dont un grand parc avec étang, qui seront rénovés au coup par coup, sans vision globale. Peu importe la proximité avec la Meuse et l'absence de réflexion sur l'appropriation de l'autoroute urbaine qui jouxte la cité. Peu importe l'implication des acteurs socio-culturels, comme le Cinéma le Parc, la Caravane des quartiers, la Bobine, la bibliothèque, l'école, etc. qui font de la Cité un lieu de vie au quotidien. Peu importe que d'autres aient réfléchis, en

Belgique ou à l'étranger, sur la violence et le coût des démolitions de grands ensembles pour leur préférer des alternatives de réhabilitation, comme le prône en France l'étude PLUS de Lacaton & Vassal. Peu importe la tenue au même moment de l'exposition de Renaat Braem à de Singel à Anvers et de la réflexion initiée pour la rénovation de la Cité de Kiel. La Wallonie se moque d'EGAU et refuse toujours de penser culturellement l'architecture de l'après-guerre. Non, ce que veulent les autorités publiques, c'est avancer, résorber l'énorme déficit que représente encore aujourd'hui l'emprunt de la construction originelle (25 millions d'euros), passer outre les échecs à répétition des plans de rénovation précédents. Avancer quel qu'en soit le résultat et tant pis si on avance sur les ruines.

Mais les ruines ne sont pas les bâtiments qui disparaissent mais les incapacités manifestes des pouvoirs publics de prendre en charge la ville, son histoire, ses habitants, ses mémoires et ses qualités.

Maurizio Cohen

Envoyez votre réaction sur opinion@a-plus.be. La rédaction se réserve le droit d'éditer, de raccourcir ou de refuser les opinions des lecteurs. La rédaction n'est cependant pas responsable de leur contenu.

